

Le club Sholem Aleichem a 40 ans (1976-2016)

1ER ÉPISODE : NAISSANCE DU CLUB

Cette rentrée marque un double anniversaire important dans l'histoire et la vie du 61 rue de la Victoire. Le grand écrivain yiddish Sholem Aleichem est mort il y a tout juste 100 ans. Jo Szyster retrace dans la revue (sous la rubrique agenda) son importance. Deuxième anniversaire, celui du Club des anciens de l'UPJB. Le Club est né en 1976. Nous retracerons sur plusieurs épisodes l'histoire de ces 40 années. En voici le premier épisode. Les comptes rendus des nombreuses activités du Club figurent désormais [sur le site](#).

En mars 1969, divers mouvements issus de « Solidarité juive » créent une organisation commune, et décident de changer la dénomination de l'ASBL « Solidarité juive » en « Union des Progressistes juifs de Belgique (UPJB) ». Ceux qui avaient créé « Solidarité juive » en 1939 et qui avaient 20 ou 30 ans à ce moment-là, passent donc 30 ans plus tard le flambeau de leurs choix politiques et philosophiques aux plus jeunes de l'UPJB.

Mais les anciens de « Solidarité juive » ont toujours l'envie et la volonté d'être ensemble et de poursuivre des activités communes. Avec les années, que les choix politiques aient évolué ou non, un élément constitutif de leur cohésion n'a pas changé :

ils sont tous yiddishophones et profondément attachés à leur langue maternelle et à leur culture juive. A tel point que dans le premier « bulletin en yiddish » publié en 1980, on retrouve l'affirmation claire de l'objectif de départ : l'utilisation quasi exclusive du yiddish comme langue de

communication. On comprend donc aisément que le nom choisi par ses fondateurs ait été celui de l'écrivain de langue yiddish le plus emblématique, à savoir Sholem Aleichem.

Dans le N°12 de décembre 1976 du « Flash », on lit « ...le club Sholem Aleichem connaît un succès aussi vif qu'espéré. Dès la première rencontre, plus de 25 amis réunis ont écouté détendus mais attentifs une introduction à l'œuvre du grand écrivain juif, faite en yiddish par Boris Szyster, suivie d'une lecture de textes. Depuis, de mercredi en mercredi, le nombre de participants ne fait que croître. Ainsi, lors de la rencontre du mercredi 8 décembre, 40 de nos amis et amies se sont retrouvés... »

Dans un numéro spécial de novembre 1977 du même « Flash », on trouve une page réservée au Club, rédigée en yiddish, qui annonce une conférence par un orateur parisien, avec une petite traduction en français du titre de la conférence et du nom du conférencier.

Dans un article du « Flash » N°18 de décembre 1977, sous la rubrique « PREMIER ANNIVERSAIRE DU CLUB « SHOLEM ALEICHEM », on rappelle que « ...le Club a été créé à l'initiative de quelques membres – moins jeunes – de l'UPJB comme Zalek, Wald, Polarski, Sane, Sonia e.a. ».

Si la volonté du Club à son début est d'utiliser quasi exclusivement le yiddish comme langue de communication, le français prend néanmoins rapidement une place de plus en plus importante dans les activités culturelles : de nombreux conférenciers invités ne sont pas juifs, ou ne parlent pas yiddish. De même, si le jour de réunion avait été fixé au départ le mercredi, cette décision est rapidement modifiée et dans le Flash N° 18 de novembre 1977, on lit que « les membres se réunissent tous les jeudis de 15 à 18 heures au local de l'UPJB ».

En un an, le succès du Club est immense, le nombre de

participants enthousiastes grandit de réunion en réunion. La secrétaire de l'UPJB envoie les convocations et annonce la prochaine activité aux membres du Club sur lettre à en-tête du Club Sholem Aleichem.

D'où provient ce succès ? L'explication est sans doute à trouver du côté de la problématique du yiddish. En effet, les membres et ceux qui participent alors aux activités sont tous yiddishophones, lisent et écrivent le yiddish, leur langue maternelle,

« di mame loshn ». Mais pour diverses raisons, nombreux sont ceux qui n'ont pas pu transmettre cette langue à leurs enfants, séparés d'eux à cause de la guerre notamment :

tous sont des rescapés ou simplement des survivants de la guerre. Le seul fait d'être encore en vie est alors perçu comme une victoire sur l'antisémitisme et les crimes nazis. De plus, de nombreux membres venus de Pologne, de Russie, de Bessarabie, et d'autres régions d'Europe centrale, ont déjà été actifs dans leur jeunesse dans des mouvements révolutionnaires, soit sionistes, communistes souvent, parfois « bundistes » : ayant immigré en Belgique dans les années 30, ils continuent à y militer dans les années qui ont précédé la guerre.

Voilà le contexte historique et social de ceux qui ont créé « Solidarité juive » en 1939, et dont certains créeront le Club Sholem Aleichem en 1976.

Suite dans le prochain numéro...

[Le retour de l'extrême droite](#)

en Autriche ?

ENTRETIEN AVEC JÉRÔME SEGAL, HISTORIEN FRANÇAIS, SPÉCIALISTE DE L'EXTRÊME DROITE, VIT ACTUELLEMENT À VIENNE

A l'issue du deuxième tour de l'élection présidentielle autrichienne, le 22 mai dernier, Alexander Van der Bellen, indépendant, soutenu par Les Verts, l'emporte avec 50,3 % des voix contre le candidat de l'extrême droite, Norbert Hofer, soutenu par le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). Le 1er juillet, suite à plusieurs irrégularités, la Cour constitutionnelle invalide ce second tour. Un « nouveau second tour » aura lieu le 2 octobre. Vivant à Vienne, historien et spécialiste de l'extrême droite, Jérôme Segal s'est entretenu avec Françoise Nice. Il campe le décor de ce scrutin important.

La Cour constitutionnelle a invalidé le scrutin présidentiel sur la base d'erreurs de procédure dans le dépouillement des votes par correspondance. Cette décision était-elle prévisible ? Peut-on mettre en cause l'impartialité de la Cour ?

A vrai dire, oui, la surprise fut grande lorsque la Cour constitutionnelle a annoncé l'annulation du scrutin. Les irrégularités constatées, essentiellement des dépouillements entamés avant l'heure prévue, concernent 14 bureaux de vote. D'un point de vue purement théorique, si tous les électeurs de ces bureaux avaient voté pour le candidat d'extrême droite, le résultat aurait été effectivement différent au niveau fédéral. Ceci dit, la probabilité d'un tel événement est extrêmement faible et les juges auraient pu décider de ne faire voter à nouveau que dans les circonscriptions concernées. Les juges ont estimé que le problème se posait pour les électeurs qui étaient inscrits dans d'autres bureaux de vote et qui auraient été les seuls de leur circonscription à revoter.

Quelques experts ont remis en cause l'impartialité de la cour. En effet, si jusqu'ici les juges étaient nommés par les représentants des deux principaux partis (les sociaux-démocrates ou les conservateurs), de récentes décisions montrent qu'ils sont au moins en partie proches de l'extrême droite. Ils ont par exemple validé le concept de « limite supérieure » pour le nombre de demandeurs d'asile tolérés dans l'année ou pour la réduction des aides sociales pour les réfugiés.

L'ex- écologiste Alexander Van der Bellen l'avait emporté avec 50,3% des voix, soit avec à peine 31.000 voix de plus que son adversaire, et cela surtout grâce au vote par correspondance utilisé par 14 % des électeurs. En quoi ce vote par correspondance a-t-il joué davantage en faveur de Van der Bellen ?

L'électorat du candidat soutenu par les écologistes est un électorat plus urbain, moins jeune, plus féminin et plus éduqué. Ces personnes n'ont pas envie de bloquer leur dimanche. Du coup, ils votent par correspondance.

Alexander Van der Bellen a été élu grâce à une mobilisation citoyenne spontanée. Les partis de la coalition gouvernementale, le parti socialiste (SPÖ) et les conservateurs chrétiens (ÖVP) qui n'ont pas mobilisé leur appareil et leurs militants, sont-ils prêts à le faire pour ce « troisième tour » inédit ?

Je ne suis pas certain qu'il y a eu une mobilisation citoyenne spontanée. 49,7% des votes pour l'extrême droite c'est énorme, inédit dans l'histoire de l'Europe. Si j'osais une comparaison délicate, je rappellerais que même Hitler n'a jamais dépassé les 36,7% : c'était en 1932, aux dernières élections présidentielles libres, sous la République de Weimar.

Pour ce « deuxième deuxième tour », le problème pour les Verts est surtout financier : ils ont bien moins d'argent que le

FPÖ. Les deux grands partis au pouvoir n'ont pas annoncé de soutien financier.

L'attitude qui consiste à ignorer les diatribes du FPÖ et de son chef Heinz-Christian Strache au parlement mais à s'allier avec ce parti dans des majorités locales ou régionales a-t-elle fait l'objet d'un réexamen de la part des deux partis gouvernementaux ?

Au sein du SPÖ, oui, le nouveau chancelier, nommé dans l'entre-deux-tours, Christian Kern, est opposé à une alliance au niveau fédéral avec le FPÖ. Ceci dit, il ne condamne pas la coalition au pouvoir dans le Burgenland, où son parti s'est allié au FPÖ. A droite, il n'y a pas vraiment de débat, au contraire même. Certains ministres comme le jeune Sebastian Kurz (30 ans), ministre conservateur des affaires étrangères, ont aligné leurs positions sur celle du FPÖ.

L'arrivée de Norbert Hofer en tête du premier tour et la défaite cinglante des partis de la coalition ont entraîné la démission du Premier ministre et l'arrivée d'un nouveau chancelier, le social-démocrate Christian Kern. Il a promis une sérieuse révision de la politique, et plus d'attention aux problèmes sociaux. Ce lifting est-il en cours ?

Non, aucune mesure concrète pour l'instant. Au contraire, il est prévu que dès le mois d'août des militaires contrôlent les étrangers dans les rues et que des expulsions puissent se dérouler avec des avions de l'armée.

Les Verts sont-ils à même de porter seuls une vision alternative, démocratique pour l'Autriche ?

Pas vraiment. Quelle que soit l'issue des élections présidentielles, ils ne seront pas au gouvernement.

Sur quels thèmes le candidat du FPÖ Norbert Hofer a-t-il lancé la campagne pour l'élection du 2 octobre ? Le FPÖ est eurosceptique, xénophobe, antimusulman et anti-réfugiés, mais

il veille à se donner une image lisse, un populisme bon teint. Dans sa communication, Norbert Hofer insiste sur son image d'humble travailleur et de bon père de famille. Mais l'autre face du FPÖ, ce sont ses liens historiques et culturels avec l'extrême-droite nazie...

Le FPÖ a déclaré que sa campagne ne commencera qu'en septembre. Le Brexit aura un effet complexe sur les élections. D'un côté, Norbert Hofer se prononce déjà pour un Öxit ('Ö' comme « Österreich », Autriche). Il affirme que si les britanniques ont pu se prononcer sur leur appartenance à l'Europe, il n'y a pas de raison pour que les Autrichiens ne puissent pas faire de même. D'un autre côté, le Brexit peut avoir un rôle dissuasif sur les électeurs qui ont voté FPÖ pour exprimer leur ras-le-bol vis-à-vis des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis si longtemps. En Grande-Bretagne, un certain désordre semble s'être installé et les Autrichiens qui votaient par protestation pourraient se raviser.

Au parlement européen, le FPÖ fait partie du même groupe « Europe des Nations et des Libertés » que le Front national, le Vlaams Belang, la Ligue du nord italienne, le parti de la Liberté néerlandais de Geert Wilders, et Alternative für Deutschland.

Le FPÖ avait mené campagne en disant « nous appartenons à l'Europe, nous n'appartenons pas à l'Union européenne ». A-t-il accentué son discours eurosceptique après le referendum sur le Brexit ?

Le 17 juin dernier, le FPÖ a organisé à Vienne un meeting qu'il a appelé « Printemps des patriotes » censé sortir les citoyens de « l'hiver européen ». Invitée d'honneur : Marine Le Pen. Le parti s'y est présenté comme européen mais résolument hostile à l'actuelle Commission européenne. Le « Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés » existe déjà au parlement européen - où il regroupe des partis nationaux d'extrême droite - mais à Vienne, ce 17 juin, on a

vu flotter d'autres drapeaux que nationaux : Gerolf Annemans était là avec le drapeau de Flandre, l'eurodéputé italien Lorenzo Fontana avec le drapeau vénitien.

Le FPÖ a fait de ce meeting une véritable démonstration de force. La manifestation s'est tenue dans le parlement autrichien – le symbole compte – et non au siège du parti. Il y avait un autre invité important au côté de Marine Le Pen, Marcus Pretzell de l'Alternativ für Deutschland (AfD, alternative pour l'Allemagne). Membre du parlement européen, ce dernier avait déclaré pendant la crise de l'accueil des demandeurs d'asile que si c'était vraiment nécessaire, il ne fallait pas hésiter à tirer sur les migrants pour protéger l'Europe...

Les attentats de cet été en France et en Allemagne ne risquent-ils pas aussi de favoriser le FPÖ, tout comme l'évolution de la situation en Turquie, le président Erdogan apparaissant comme un épouvantail cristallisant les vieilles peurs vis-à-vis des Ottomans ? Tout fait farine au moulin des peurs...

En effet, ces deux sujets d'actualité sont du pain béni pour le FPÖ. L'Autriche a d'ailleurs livré à la France fin juillet deux suspects mis en cause dans les attentats de Paris. Il s'agit d'un Algérien et d'un Pakistanais qui avaient débarqué sur l'île grecque de Leros à l'automne 2015 en se glissant parmi les réfugiés syriens, en même temps que les deux Irakiens, non identifiés, qui se sont fait exploser près du Stade de France à Saint-Denis.

Quant à la situation en Turquie, elle a des conséquences directes en Autriche. Le lendemain de la tentative de coup d'Etat, plus de mille sympathisants du Premier ministre turc ont défilé à Vienne, détruisant un restaurant kurde. Le FPÖ s'est bien sûr immédiatement indigné.

La presse tabloïd, à commencer par « Die Krone », fait tous

les jours la campagne du FPÖ en jouant sur la peur de l'étranger. « Die Krone » est-il l'organe de presse non-officiel du FPÖ ? Comment expliquer le tournant de l'hiver 2015, où l'Autriche, qui s'était montrée plutôt accueillante vis-à-vis des réfugiés est passée à la fermeture de ses frontières ? Les agressions de femmes dans la foule de la Saint-Sylvestre à Cologne ont-elles joué un rôle insoupçonné ?

La Kronen Zeitung est un cas unique dans le monde, avec un taux de pénétration de 32% de la population du pays. L'édition du week-end est même lue par 3 millions de personnes, dans un pays de 8,5 millions d'habitants. Le journal est populiste mais il a aussi servi le parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier sortant, Werner Faymann, qui n'était pas foncièrement hostile au FPÖ, comme peut l'être par exemple le maire de Vienne, Michael Häupl, également du SPÖ. Le virage de l'Autriche est lié aux agressions de Cologne – et des faits similaires ont eu lieu à Salzbourg et Vienne -, mais il est aussi la conséquence de la fin des frontières ouvertes côté allemand. Tant que les demandeurs d'asile transitaient vers l'Allemagne, ils étaient les bienvenus ! C'était la destination choisie par plus de 90% d'entre eux.

Outre la presse tabloïd, les réseaux sociaux ne sont-ils pas aujourd'hui le vecteur le plus efficace des rumeurs, des peurs et des préjugés ? C'est peut-être sur les réseaux sociaux que se forment aujourd'hui les opinions majoritaires ?

Oui, c'est très juste. Le FPÖ y est de très loin le parti le plus présent. La page Facebook de Norbert Hofer, le candidat FPÖ, est « likée » par plus de 259 000 personnes, contre 185 000 pour Alexander Van der Bellen. Le 28 juillet dernier, le groupe de soutien à Norbert Hofer diffusait sur Facebook une rumeur selon laquelle les demandeurs d'asile obtenaient tous, d'un simple coup de fil à l'association Caritas, des smartphones à 900 euros ! Cette information, erronée bien sûr, a été partagée plus de 1600 fois !

L'élection du 22 mai a mis en évidence deux profils sociologiques en Autriche, les électeurs de Van der Bellen étant plus éduqués, plus riches, plus urbanisés, plus ouverts sur le monde, plus confiants quant à l'avenir, et l'autre Autriche, celle des ruraux, des laissés-pour-compte ou se percevant comme tels ? Ces deux Autriche sont-elles irréconciliables ?

C'est difficile à dire. Ces deux électorats pourront se retrouver si les écologistes prennent conscience de la distance qui les sépare des couches populaires. Pour la soirée électorale du 22 mai, les Verts avaient loué un palais dans un quartier chic de Vienne, on entraît sur invitation, des petits groupes se réunissaient dans un beau jardin, autour de bonnes bouteilles.

Alors que de son côté, le FPÖ avait préparé une fête dans un quartier populaire, tout le monde était invité et la bière coulait à flot. Tout un symbole.

Quel serait l'impact d'une nouvelle victoire d'Alexander Van der Bellen, et, au contraire, d'une victoire de Norbert Hofer ?

La victoire d'Alexander Van der Bellen ne changerait pas grand-chose, alors que celle de Norbert Hofer serait un séisme politique. Comme il en a le pouvoir, il dissoudrait l'assemblée, et puisque son parti, le FPÖ, est de loin le premier parti du pays, il y aurait en Autriche un chancelier d'extrême droite...

Mais jusqu'au 2 octobre, rien n'est joué !

Un été spritz

Revoilà l'été. Enfin, quand je dis « été », c'est parce que nous sommes au mois d'août et que c'est censé être un mois d'été. Vous l'aurez compris, les amis, je suis à Bruxelles. Eh non ! Pas de nouvelles de Lyon, ni de Berlin cette année, je passe l'été à Bruxelles. La raison en est que j'ai un nouvel amoureux et qu'il est requis à Bruxelles pour son travail depuis la mi-juillet. Du coup, je n'ai plus vraiment suivi l'actualité ces derniers temps, très occupée à faire connaissance avec ce Monsieur et, quand il n'est pas là, à lui envoyer des WhatsApp. Qui sait les amis, 2017 sera peut-être l'année de ma première Saint-Valentin ! Je vous tiens au courant, promis.

Mais revenons à cet été, malgré mon manque d'attention aux choses du monde, j'ai quand même noté en juillet l'existence de l'Eurofoot (difficile en effet d'y échapper), suivi en août des Jeux Olympiques à Rio ; en Turquie, un coup d'état raté suivi d'un coup d'état réussi ; aux États-Unis, l'avènement d'un candidat présidentiel républicain richissime mais néanmoins ignare, dangereux et fascistoïde ; à New York, un imam et son assistant assassinés alors qu'ils sortaient d'une mosquée du Queens, le meurtrier a visé la tête ; plus près de chez nous, en Flandre un déferlement de haine raciste sur Facebook suite à la mort accidentelle d'un jeune Limbourgeois d'origine marocaine. La N-VA s'indigne de tant de violence raciste mais veut interdire le port du burkini, la burka de plage, au nom du droit des femmes. En France, Valls fait la même chose au nom de la laïcité. Entre-temps, il ne se passe pas un jour sans l'un ou l'autre attentat commis par des individus plus ou moins isolés et plus ou moins dérangés, à la hache, au pic à glace, au camion, ... Un pédopsychiatre bien connu en Flandre nous avait prévenus il y a bien des années déjà, un jeune sur trois de nos jours souffre de problèmes d'ordre psychiatrique. Bart De Wever veut les mettre tous

préventivement en prison et réclame un « patriot act » pour les bourgmestres.

Bref, un été comment dire, très..., très spritz. J'ai connu des étés concombres, des étés mojito et même des étés sans alcool. Celui-ci est un été spritz, Apérol Spritz. 4cl d'Apérol, 6cl de Prosecco et un spritz d'eau gazeuse. Les ventes de cette boisson ont décuplé depuis quelques années. Cela nous vient de Vénétie, du temps où les Autrichiens occupaient la région. Comme tous les gens du Nord, ceux-ci aimaient éclabousser (spritzen) d'un peu d'eau de selz le vin jugé trop capiteux et pas toujours de très bonne qualité. Cela nous vaut donc cette boisson bien guillerette, de couleur orange. Un vrai remontant par ces temps de déprime et d'angoisse. Depuis les attentats du 13 novembre et ensuite du 22 mars, les touristes ont déserté Bruxelles, ils ont été remplacés, je n'irai pas jusqu'à dire avantageusement, mais pour notre plus grande consolation (à ne pas confondre avec sécurité), par des militaires armés jusqu'aux dents.

Prenez la Fête nationale, 60 000 personnes ont participé aux différentes

activités organisées pour la Fête Nationale cette année, ça a l'air beaucoup comme ça mais quand on sait qu'ils étaient 350 000 l'année dernière, on mesure l'ampleur des dégâts. Sur ma place par exemple, eh bien le 20 juillet il y avait comme chaque année le bal, Le Bal National. Vers 17 heures, je m'apprêtais, avec mon amoureux, à rentrer chez moi après quelques emplettes quand nous avons été arrêtés par un check point à 200 mètres de la maison. Pas question de pénétrer sur la place, même pour les riverains. Temps d'attente, au moins une demi-heure. Alors, qu'est-ce que vous vouliez qu'on fasse ? Tout juste ! On a pris notre mal en patience, et on est allé se boire un petit spritz. Pendant ce temps, on apprenait que le reste des forces de l'ordre était mobilisé pour appréhender un individu, place de la Monnaie, portant un long manteau d'hiver d'où dépassaient des fils. Il faut

préciser qu'il faisait chaud ce jour-là. Après vérification, il s'est avéré que ces fils servaient à mesurer les ondes et les radiations. L'homme, d'origine iranienne et doctorant à l'université de Gand, « se comportait de façon passive et très suspecte » selon la police qui l'aurait quand même gardé au poste pour la nuit, malgré la dissipation du malentendu. Remarquez qu'aux États-Unis il serait déjà mort.

Le lendemain, jour de Fête nationale belge, les militaires étaient à nouveau de sortie en grand nombre, mais ça, c'était normal. Comme chaque année, ils étaient là pour défiler. Par contre, il manquait pas mal de monde dans les tribunes. Astrid et Lorenz avaient déclaré forfait ainsi que Paola et Albert restés sur leur yacht à Nice, même si leur dotation fortement réduite ne leur permet plus d'en payer l'essence. Claire et les enfants étaient absents eux aussi. L'entente avec Philippe et Mathilde n'est pas au top s'il faut en croire la presse people (que je ne lis pas rassurez-vous, c'est juste par ouï-dire). La monarchie n'est décidément plus ce qu'elle était. Heureusement, les étudiants belges catholiques de l'ordre souverain de la Calotte (oui oui les amis !) étaient venus acclamer par des « Vive le roi » et « Vive la reine » le couple royal à leur arrivée dans le parc. Moi, je leur dis « vive le spritz, les gars ! ».

Une petite recherche sur google m'apprend que spritz, c'est aussi le nom d'une application d'optimisation de la lecture qui permet de lire un roman ou tout autre texte en un temps record. Woody Allen lui-même l'aurait essayée et a pu lire « Guerre et Paix » en vingt minutes ! Conclusion de Woody : « Ça parle de la Russie. » Eh bien les amis, j'ai passé cet été bruxellois au spritz, ma conclusion : ça parle du monde, et il ne va pas bien.

En quête d'asile, d'Afrique en Israël et retour

Chaque visite, en Ouganda, au Kenya, au Rwanda et en Ethiopie, revêtait une importance symbolique, économique et diplomatique. Un sujet essentiel avait cependant été omis dans les déclarations officielles et les gros titres : la déportation de demandeurs d'asile d'Israël vers les quatre pays visités. Selon les organisations israéliennes de défense des droits des réfugiés, la visite du Premier ministre constituait pour le gouvernement une opportunité de préparer l'intensification de sa politique de transfert de demandeurs d'asile vers l'Ouganda et le Rwanda, et potentiellement, vers le Kenya et l'Éthiopie, en échange de contrats profitables. Précisément à l'heure où la Cour suprême israélienne examine la légalité de cette pratique.

Entre 2006 et 2012, 54.000 demandeurs d'asile africains sont entrés illégalement en Israël via le Sinaï égyptien. Une majorité d'entre eux, originaires de l'Erythrée et du Soudan, sont protégés contre un renvoi dans leur pays d'origine en vertu du principe juridique fondamental de « non-refoulement » qui permet à tout individu de ne pas être (r)envoyé dans un pays où il a des raisons de craindre la persécution. En respect de la Convention de 1951 sur les réfugiés et vu les circonstances politiques actuelles en Erythrée et au Soudan, Israël ne procède pas à leur renvoi forcé. Ceux-ci bénéficient en conséquence d'un statut dit de « protection temporaire ». En 2013, un centre « ouvert » de détention destiné à tous les demandeurs d'asile érythréens et soudanais célibataires de 18 à 60 ans a été construit dans le désert du Néguev. La détention des demandeurs d'asile qui ne peuvent être renvoyés de force fait partie des nombreuses mesures prises par le gouvernement en vue de criminaliser ces africains et de rendre leur vie en Israël intenable : une

fois découragés, ils quittent alors « volontairement » le territoire vers leur pays d'origine ou un pays tiers.

Cette politique de « retour volontaire », visait d'abord le pays d'origine des demandeurs d'asile. Elle a pris un nouveau tournant en mars 2013, lorsque l'Etat a annoncé avoir conclu un accord avec un pays tiers dans le but d'y transférer les demandeurs d'asile bénéficiant du statut de protection temporaire, désireux de quitter Israël, mais refusant d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Dès les premiers jours de mise en œuvre de cette nouvelle politique, les organisations de défense des réfugiés identifient un, puis deux pays tiers de transfert : le Rwanda et l'Ouganda. Très vite les demandeurs d'asile « éloignés » témoignent des nombreuses difficultés et dangers auxquels ils font face une fois arrivés en pays tiers. Innombrables sont aujourd'hui les demandeurs d'asile soudanais ou érythréens, qui ont quitté Israël vers le Rwanda ou l'Ouganda et qui périssent ensuite dans leur quête d'asile.

En avril 2015, la pression exercée sur les demandeurs d'asile monte d'un cran lorsque le Ministère de l'Intérieur israélien annonce que les demandeurs d'asile dont la requête pour l'obtention du statut de réfugié a été rejetée ou jamais soumise se verront « offrir » le choix de quitter le territoire pour un « État tiers tenu secret » ou de demeurer en prison pour une durée indéfinie. Les organisations de défense des droits de l'homme saisissent alors la justice, suspendant la mise en œuvre de cette politique. Aujourd'hui, c'est à la Cour suprême de trancher sur sa légalité. La politique israélienne de retour volontaire et de transfert forcé vers un pays tiers, bien que revêtant certaines caractéristiques uniques, s'inscrit dans une dangereuse tendance (Australie – Cambodge/Nauru). Les demandeurs d'asile sont-ils devenus une monnaie d'échange, autorisant un Etat à se dédouaner de ses responsabilités en échange de contrats juteux ?

Les graves répercussions de cette pratique se mesurent à l'échelle israélienne : les demandeurs d'asile en Israël, victimes d'une politique d'asile défavorable (voire inexistante), fuient le territoire vers un pays tiers en quête de protection. Face à une absence totale de garantie de leurs droits fondamentaux en territoire tiers, ils se voient contraints de poursuivre leur chemin, souvent vers l'Europe et au péril de leur vie. Quant aux demandeurs d'asile qui demeurent en terre d'Israël, ils voient un nombre croissant de membres de leur famille emprunter le dangereux parcours vers l'Europe, dans l'espoir de s'y réunir enfin via la procédure de réunification familiale. Les manquements d'Israël à l'égard de sa population réfugiée pèsent ainsi sur la vie de milliers de survivants de crimes contre l'humanité et de génocide et de leur famille, mais aussi sur les autres membres de la communauté internationale.

Dora Vilner est juriste en droit international public. Elle a travaillé pendant près de 3 ans à l'African Refugee Development Center de Tel Aviv où elle a dirigé un projet d'assistance para-légale pour les demandeurs d'asile africains.

Boycott : la culture et les idées, des armes au cœur du conflit ?

Lancé en mai 2015 en Belgique, le boycott académique et culturel

(BACBI) prend de l'ampleur. Associé au mouvement BDS (boycott économique d'Israël), il n'en finit pas de diviser, au sein du

monde juif et au-delà. Les uns dénoncent une campagne injuste, voire indigne, les autres défendent un moyen de pression pacifiste, face à l'impunité dont bénéficie Israël. Appeler à l'annulation de projection de film ou de programmation de spectacles : un moyen d'action efficace ? Dialogue en toute franchise entre un partisan et une opposante au BACBI.

Simone Susskind (SS)

Députée au Parlement de la
Région de Bruxelles-Capitale.
Ancienne Présidente du CCLJ.

Mateo Alaluf (MA)

Professeur de sociologie du
travail à l'ULB.
Signataire du BACBI.

Que recouvre le BACBI ? Un rejet complet des artistes et des universitaires israéliens ?

MA

Il s'agit d'un boycott des institutions, pas des personnes, même s'il peut déboucher sur le refus d'accueillir un individu, s'il représente une institution. Nous voulons protester contre l'occupation, contre le non-respect du droit international et contre les accords de coopération scientifique et technique entre des institutions européennes et israéliennes.

SS

Je suis favorable à la rupture des relations avec les institutions académiques ou culturelles israéliennes installées dans les colonies. Je ne suis donc pas opposée au principe du boycott, pour peu qu'il s'applique de l'autre côté de la ligne verte, mais pas dans les frontières d'Israël.

MA

Le boycott part du constat que sur le terrain, en Israël, la situation est bloquée. Les Israéliens font un déni complet de

l'occupation, de la colonisation, du blocus de Gaza, et refusent tout pouvoir et toute crédibilité aux Palestiniens. Il n'y a plus de dialogue possible, et le conflit semble insoluble. Nous défendons l'idée que seule une pression venue de l'extérieur peut faire évoluer la situation dans un sens positif. S'agissant du boycott académique et culturel, notre objectif est de faire comprendre aux institutions israéliennes que, dans ce contexte de blocage, nous rompons avec elles. Sur le plan intérieur, d'ailleurs, certains sont favorables depuis longtemps au boycott, y compris du côté israélien ! En outre les universités israéliennes ne s'illustrent pas dans des actions en faveur du droit et de l'accès à l'éducation, des libertés académiques. Il n'y a donc pas de raison de leur donner un statut privilégié. Concrètement nous tentons d'empêcher la reconduction d'accords de coopération entre nos universités et des universités israéliennes. La question s'est posée par exemple dans le cadre des programmes Erasmus. Et nous pensons que le BACBI aura autant d'effet, si pas plus, que sur le plan économique.

SS

Je vois peu d'impact en Israël de ce type de boycott. Au contraire : des accords de coopération entre universités israéliennes et européennes continuent d'être signés, le programme « horizon 2020 » (Le programme de recherche de l'Union européenne, NDLR) se poursuit sans que soient imposées des conditions aux institutions et au gouvernement israélien. L'Union européenne porte à ce titre une grave responsabilité, selon moi. Le boycott est même contre-productif, parce qu'il n'aide pas ceux qui, à l'intérieur du pays, y compris dans le monde académique, cherchent à peser sur leur propre gouvernement. Je suis convaincue en revanche que nous devons continuer à nous mobiliser pour faire pression sur l'Union européenne et sur nos gouvernements afin d'obtenir des avancées sur le plan diplomatique, qui seraient beaucoup plus efficaces que le boycott.

Mais n'est-ce pas précisément face à l'impuissance des responsables politiques que ce genre d'initiatives trouve sa justification ? Que penses-tu de l'argument : « en tant que société civile le boycott est le seul moyen d'action qui nous reste » ?

SS

Connaissant les Israéliens et le dynamisme de la société civile en Israël, ce type d'initiatives n'a pas d'impact positif. L'exemple du débat autour de la FIFA est éclairant. La ligue israélienne de football est menacée d'exclusion pour non respect des règles de la FIFA parce que plusieurs de ses équipes jouent depuis les territoires occupés. Une exclusion serait un véritable choc pour les Israéliens, grands fans de foot. Voilà qui pourrait avoir des véritables effets sur le terrain.

MA

C'est exactement la justification du boycott : dans ce cas-ci, c'est la crainte de l'exclusion sur le plan sportif qui pourrait faire reculer le gouvernement israélien. Sur le plan académique et culturel, symboliquement c'est important. Bien sûr des accords sont toujours conclus, aussi bien par des universités que par l'Union européenne. Mais à nous d'agir pour tenter de les contrer.

Concrètement, le BACBI implique-t-il que des pressions soient exercées au sein d'une université belge pour empêcher l'invitation d'un universitaire israélien ?

MA

Dans le cas de la visite d'un professeur, la question est de savoir s'il est invité à titre personnel, suite à une relation individuelle, ou au terme d'un accord institutionnel. Mais au niveau de l'université même, les signataires du BACBI essaient plutôt d'agir sur les accords de collaboration entre établissements.

SS

Je crois bien davantage aux initiatives menées sur le terrain par la société civile. Et il y en a, même si elles restent encore minoritaires. Un exemple : l'opération « Israeli-Palestinian Congress of the People », qui consiste à réunir des citoyens Palestiniens et Israéliens au centre de Tel Aviv, pour « négocier » à leur niveau les termes d'une résolution du conflit. La dernière fois, 250 palestiniens ont ainsi réussi à sortir de Cisjordanie, pour rencontrer des « homologues » israéliens.

MA

Je ne fais pas de course à l'efficacité. Je soutiens bien évidemment toutes les initiatives qui peuvent contribuer à rassembler à l'intérieur. Je souhaite naturellement que les problèmes puissent être solutionnés autrement que par le boycott ! Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui, et je pense en outre que le boycott peut renforcer les actions positives menées en Israël.

N'y a-t-il pas des excès commis au nom du boycott ? Ne risquent-ils pas de décrédibiliser le mouvement ?

MA

Il est vrai qu'il y a des excès, des actions et des propos radicaux de la part de certains, et des antisémites peuvent en profiter. Pour ce qui est du boycott académique, je fais confiance à mes collègues. Dans toutes les prises de positions, de quel côté que ce soit, il y a des intervenants très discutables. Il y a des tenants de visions sectaires, que je condamne.

Les promoteurs du BACBI sont-ils suffisamment fermes dans leur condamnation des dérapages ?

MA

Je pense que oui. Mais il y a instrumentalisation, dans les deux sens. Il faut dénoncer ceux qui se servent abusivement du

boycott, ce que j'ai toujours fait, mais aussi ceux qui utilisent l'argument de l'antisémitisme pour décrédibiliser toute critique de la politique israélienne.

SS

Le gouvernement israélien et les communautés juives structurées ont organisé une campagne de délégitimation du boycott, par le biais d'une méthode assez classique et malheureusement efficace : dénoncer BDS comme un mouvement antisémite. En France cela a mené à la criminalisation du mouvement. Je ne pense pas que les partisans du boycott soient antisémites. Mais il y a au sein du mouvement BDS des individus et des propos dont il faut clairement se distancier.

Le boycott culturel vise à empêcher des artistes israéliens de se produire chez nous ?

MA

Nous ne nous opposons pas à la venue d'artistes israéliens dans l'absolu. Beaucoup sont remarquables, autant sur le plan artistique que politique. Mais nous boycottons des œuvres et des artistes dont la présence chez nous est liée à des institutions israéliennes, comme l'ambassade d'Israël, même s'il s'agit d'artistes progressistes. Encore une fois, nous ne visons pas les personnes mais les institutions.

SS

Lors du passage à Bruxelles en janvier 2016 de Batsheva, la plus grande compagnie de danse israélienne, des chorégraphes belges, dont Alain Platel, ont appelé au boycott du spectacle. C'est incompréhensible ! Ohad Naharin, qui dirige la compagnie, est progressiste, engagé contre son gouvernement.

MA

Je respecte le choix d'Alain Platel mais je ne peux me prononcer davantage parce que je ne connais pas suffisamment ce cas. Je m'en tiens à la définition que j'ai donnée. Je précise qu'il n'existe aucune « autorité du BACBI » qui imposerait une position ou une autre. Chacun garde sa liberté

de jugement.

SS

Je suis convaincue que Ohad Naharin et sa compagnie refusent de jouer dans les colonies. Eux-mêmes exercent donc un boycott culturel d'une certaine manière. N'est-ce pas un engagement suffisant ? Cela est certainement aussi le cas d'écrivains ou de cinéastes, venus ici avec le soutien de l'ambassade d'Israël. L'ambassade continuera à financer des déplacements d'artistes, le Centre du cinéma continuera à soutenir la production de films formidables et nécessaires parce qu'ils s'opposent à la colonisation et aux politiques de leur gouvernement ! Il ne faut pas refuser de les recevoir, bien au contraire. Il faut les rencontrer, réfléchir à la meilleure manière de les aider dans leur combat.

Autre exemple : le cinéaste britannique Ken Loach a appelé au boycott de festivals de films israéliens : n'est-ce pas contre-productif ? Ne ferme-t-on pas ainsi la porte à des artistes bien souvent très durs à l'égard de leur gouvernement ?

MA

Je ne pense pas qu'on leur ferme la porte. Ces films sont joués en salle et les messages portés par ces cinéastes sont diffusés. Mais un festival de films israéliens, présenté comme la vitrine de la politique israélienne, qui se donne ainsi l'image d'une démocratie exemplaire, alors qu'elle occupe, colonise et ne respecte pas les droits de l'homme, je ne peux pas le soutenir. En ce sens, je pense que Ken Loach a raison.

SS

Tout le monde sait exactement à quoi s'en tenir sur le gouvernement israélien et la politique d'occupation. Je crois plus important que ces films soient vus chez nous, que ces réalisateurs et ces artistes puissent être entendus. Si l'Etat israélien les aide financièrement à venir délivrer chez nous une parole qui correspond à nos valeurs, encourageons-les !

Ces artistes et académiques ont plus que jamais besoin de notre soutien pour continuer à diffuser leurs messages et leur combat dans leur propre pays. Pour moi c'est cela la priorité.

The Refugee, Saison 1

Bienvenue. Welcome. Bienvenida...

La banderole se balançait au vent, à l'entrée du port, souhaitant la bienvenue en dix-sept langues, des plus courantes aux plus rares, selon les origines des candidats.

C'était là une attention touchante pour tous ceux, toutes celles qui avaient passé avec succès la première épreuve. Et qui avaient bien besoin de ce réconfort avant les suivantes, dont la nature leur était totalement inconnue.

En s'inscrivant sur le site refugee.com, on s'engageait à accepter des conditions qu'on n'avait guère le temps de lire, et dont l'article principal stipulait que les organisateurs déclinaient toute responsabilité pour les éventuels incidents, accidents et autres échecs qui émailleraient le parcours d'obstacles. Tout ce que les candidats savaient, c'est qu'il s'agissait d'une nouvelle politique sur laquelle l'Union européenne avait réussi à se mettre d'accord après que la convention avec la Turquie lui avait claqué entre les doigts.

L'idée avait germé dans le cerveau d'un Secrétaire d'Etat à l'Immigration et aux Jeux de Hasard, qui avait eu l'illumination de réunir ses deux compétences. « Et si on en faisait un jeu... ? » avait-il lancé lors d'une réunion particulièrement arrosée, où le point « réfugiés » figurait dans les « divers », entre la température de conservation de la tarte au riz et la courbure des concombres. Génial !

s'était écrié l'un ou l'autre collègue, et les autres, surtout pressés de regagner leur lit, avaient renchéri : mais oui, pourquoi pas ? N'est-ce pas une manière de ne garder que les meilleurs ?

Certes l'auteur de la proposition l'admettait lui-même - le passage des épreuves réclamait, à côté de multiples compétences, une bonne dose de chance. Mais la vie elle-même n'était-elle pas un mélange arbitraire d'efforts personnels et de bonne fortune ? Regardez-moi, disait-il à des interlocuteurs quelquefois sceptiques : pensez-vous vraiment que je sois arrivé là où je suis par mon seul mérite... ? Vous voyez bien.

Dès l'épisode-pilote, les avantages de la méthode avaient sauté aux yeux – ainsi que quelques effets secondaires indésirables mais finalement de peu de poids dans le décompte final. C'en était donc fini d'écouter ces fugitifs, leurs histoires, souvent éprouvantes, de vérifier leur réalité, de tenter de les piéger sur un nom de village, une date, une forme de torture qui ne correspondait pas exactement aux traces laissées sur leur corps. Fini de tenter de déceler à la loupe les faux papiers, les fausses persécutions, les tricheries sur l'âge, le degré de parenté et autres carabistouilles. Désormais, il suffisait de désigner, de manière parfaitement objective, les plus méritants, les plus doués, capables de se qualifier à chaque étape aux dépens de la concurrence.

A la fin, un classement rigoureux offrait une série d'avantages selon la place obtenue. Le vainqueur avait le droit de choisir son pays d'accueil, et même la ville, l'appartement, l'emploi, et de faire venir jusqu'à cinq membres de sa famille. Les autres finalistes n'avaient droit qu'au choix du pays et à trois enfants mineurs. Et ainsi de suite, jusqu'aux derniers qualifiés qu'on envoyait pourrir tout seuls dans un coin perdu de Slovaquie ou un village flamand sous administration N-VA. Une fois le quota annuel

atteint, les éliminés étaient impitoyablement ramenés de l'autre côté du Mur érigé en plein milieu de la Méditerranée, un ouvrage d'art dont le monde entier admirait l'exploit technique et la capacité à tenir les délais, au moment où la mise en fonction du RER bruxellois venait encore d'être retardée de cinq ans.

Une fois débarqués de leur frêle esquif, les survivants de la première épreuve, à forte valeur éliminatoire, car tous n'y survivaient pas, étaient donc pris en charge, nourris, désaltérés et conduits vers des douches installées en hâte sur les quais. Des médecins, des psychologues et des coiffeurs se tenaient à la disposition des candidats, dont certains étaient partis de chez eux depuis des mois, dès l'annonce de cette dernière chance qui leur serait donnée d'atteindre l'eldorado. Les enfants étaient pris en charge par des équipes de bénévoles de toutes provenances, dans un irrésistible élan humanitaire.

Les équipes de télévision filmaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre, soucieuses de ne laisser échapper aucun moment de joie ou de découragement, aucune scène de séparation déchirante ou au contraire, de retrouvailles entre membres d'une même famille qui s'étaient mutuellement cru noyés. Il était possible de suivre les événements en temps réel sur les réseaux sociaux, puis le soir en prime-time à la télévision, un résumé des meilleurs moments. Quelques personnalités émergeaient déjà, et les agences de paris en ligne explosaient leur chiffre d'affaire en proposant de miser sur tel mineur non accompagné afghan, au visage d'ange et maniant parfaitement l'anglais, telle Soudanaise à la taille mannequin s'arrachant le voile en direct pour révéler une chevelure flamboyante, telle famille hongroise handicapée, certes, par ses racines roms, mais pourvue d'adorables bambins dont un bébé né durant la traversée (et venir de Hongrie en Italie par voie maritime n'était pas le moindre de ses exploits).

Une fois lavés, rehydratés et sustentés, les plaies refermées

et autres petits bobos soignés, les candides candidats étaient dirigés vers des tentes, répartis au hasard, pour être pris en mains par des coaches plus ou moins bienveillants, qui devaient les préparer à l'épreuve suivante, à savoir [1]...

Notes

[1] Ici, nous devons malheureusement nous arrêter, pour des raisons de confidentialité imposées par le niveau d'alerte 3 qui nous interdit de révéler publiquement la suite des épreuves. Mais dans un pays incapable de tenir secrètes les questions de l'examen de fin d'année primaire, les plus débrouillards n'auront aucun mal à se procurer les informations souhaitées. La souscription à un abonnement à Points Critiques est un plus. Bonne chance à toutes et tous !

Histoires de migrants, hier et aujourd'hui

HIER

C'est un pogrom qui a décidé mon grand-père, Sryska Lachterman, à quitter la Galicie en 1926. Il l'avait consigné dans un cahier, à peine entamé, et perdu aujourd'hui. Dans un texte poétique rédigé en Yiddish, il racontait les circonstances de son départ, cette jeune femme accouchant dont on avait fracassé la tête, sous ses yeux, et son arrivée à Paris. Là, il avait rapidement épousé Dwora Idessa Cwiren, qui avait elle même fuit la Pologne.

Mon père pensait qu'ils s'étaient rencontrés par l'entremise

d'une marieuse. Il était bossu, elle était laide, ils auraient pu être heureux. Mon père racontait – et il trouvait l'histoire amusante – qu'en 1927, Sryska alors apatride, avait participé à une grande manifestation pour la libération de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, deux anarchistes italiens condamnés à mort aux États-Unis pour un braquage qu'ils n'avaient pas commis. Malencontreusement arrêté par la police, Sryska aurait reçu un ordre de quitter le territoire. Ils se seraient alors installés, avec leur fille aînée encore bébé, en Belgique.

Ils vivaient à Bruxelles où mon père est né en 1934. Belge par hasard. Presque par accident. Il disait qu'ils ne s'en sortaient pas trop mal, même qu'ils avaient une bonne qui faisait le ménage et la cuisine. Sryska travaillait le cuir, Dwora s'occupait sans doute des enfants. Dans l'album de photographies de ma grand-mère, la page de garde exhibait fièrement les portraits de la reine Astrid et du roi Léopold III. Une banale histoire de réfugiés.

AUJOURD'HUI

Salam vient de Bagdad, il a 47 ans, une apparence juvénile, casquette, jeans, cigarette, iPhone. Il me raconte son histoire comme il l'a déjà racontée à de nombreux journalistes. Il énumère pour moi les médias avec lesquels il a collaboré.

Il est détendu, rompu à l'exercice. Il a fui Bagdad il y a un peu plus d'un an, du jour au lendemain, suite aux menaces d'une milice locale, une sorte de mafia comme il en existe beaucoup en Irak. Il dirigeait une entreprise de construction, il a refusé de bâtir pour eux gratuitement, ou du moins, il a tenté de refuser. Il a dû fuir, ils l'ont rattrapé, emprisonné, torturé. Il a fui pour de bon, laissant derrière lui sa femme et ses cinq enfants. Je lui demande s'il avait dès le départ l'ambition de gagner la Belgique – et pourquoi la Belgique ?

Mais Salam voulait aller en Finlande. Il a renoncé quand un ami qui avait émigré en Suède lui a parlé des conditions climatiques, du froid intense, de la nuit en hiver. Pour parvenir en Europe, il a suivi le parcours habituel des migrants de la région : avion jusqu'à la Turquie où des passeurs demandent 5000 euros par personne pour traverser la mer dans un Zodiac prévu pour douze personnes, ils sont quarante. Il débarque à Kos où il est brièvement pris en charge par Médecins du Monde. Ensuite la longue marche à travers la « route des Balkans », jusqu'à la Macédoine, puis à travers la Serbie, la Hongrie où il monnaie son passage pour 1000 euros afin d'échapper aux gardes hongrois – comme ces hommes qu'il avait rencontrés en chemin, qui ont été emprisonnés vingt jours, battus et renvoyés en Serbie -, l'Autriche, l'Allemagne... En Belgique, il loge au Petit-Château, le long du Canal, avec des hommes, des familles. Il est l'un des rares à parler l'anglais, il se fait des amis. Au bout d'un an, il obtient des papiers. « I'm very lucky », admet-il sans ironie. Il m'explique que son neveu a attendu huit mois pour obtenir un premier entretien avec l'Office des étrangers et que plus de 50 % des demandes sont rejetées. « Tu dois absolument raconter la même chose d'un entretien à l'autre »¹, m'explique-t-il, « ne pas te tromper dans les dates ou dans les lieux, tu dois te souvenir de tout, sinon ils te soupçonnent de mentir... ». Je lui demande s'il le savait avant d'entamer la procédure. Non, il l'ignorait. « Very lucky. » Salam a collaboré à la Plateforme du Parc Maximilien. Il qualifie le camp de « miracle ».

Il raconte qu'il a été très triste quand tout a été évacué mais que c'était devenu nécessaire, à cause des vols, des bagarres, parce que les migrants n'affluaient plus comme avant. Il est très heureux d'être en Belgique, il trouve le temps clément, il m'affirme qu'il n'a jamais été confronté à un problème de racisme et il pense que ça aurait été différent en Allemagne, en France, aux Pays-Bas. Salam a appris le Français en seconde langue à l'université mais s'en souvient

mal. Son choix va au Néerlandais – il s'est inscrit à un cycle de cours -, parce que « ça ressemble à l'anglais » et aussi parce qu'il pense que cette langue offre plus d'opportunités que le Français... Il ne voudrait jamais retourner en Irak. « À Bagdad, tous les jours des voitures explosent, il y a chaque fois une quinzaine de morts. Même avec de l'argent l'Irak n'est pas sûr. En une heure, ta vie peut basculer. » De l'argent, il en avait, il admet qu'il en faut pour entreprendre le voyage vers l'Europe. Il a vendu tout ce qu'il possédait. Dans quinze jours, il devrait pouvoir rencontrer sa femme et ses enfants qui auront fait le voyage jusqu'en Turquie. « Les visas sont devenus très chers, 400 euros par personne. Autrefois, les Irakiens n'en avaient pas besoin. ». Il ne les a pas vus depuis plus d'un an. Il espère qu'à terme, ils pourront le rejoindre en Belgique. Récemment, Salam a trouvé un petit appartement à Schaerbeek. Il a eu un peu de mal parce qu'il ne pouvait pas rassembler l'argent de la garantie locative. Il a des tas d'idées pour améliorer le système... Il reste longtemps après l'interview à me parler de l'Irak. Il me dessine les frontières, m'explique où « ça passe », où « ça ne passe pas », quand et comment distribuer des pots de vins aux gardes frontières pour la traverser, vers l'Iran, la Jordanie...

Les milliers de check points dans Bagdad et les miliciens des différentes factions qui se servent à chaque passage. « Daesh n'est qu'une de ces milices qui occupent l'Irak. » Et comment ça fonctionnait du temps de Saddam Hussein, avant l'intervention des occidentaux. « Je ne pense pas que la situation va s'améliorer là-bas, pas avant cinquante ans au moins... Et les experts sont d'accord là-dessus. C'est toute la culture irakienne qui a été détruite. L'entente qui régnait entre les habitants de différentes origines, entre les sunnites et les chiites, la stabilité... Tout ça a disparu. »

Les déracinés

Pas sûr que tout le monde soit sensible à la poésie de Charles Trenet. Parce que quand la mer danse, ce sont des dizaines, des centaines, des milliers d'enfants, de femmes, d'hommes candidats réfugiés qui, au mieux font naufrage et sont secourus, et au pire meurent dans cet immense cercueil qu'est devenue la mer Méditerranée.

C'est un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) qui l'affirme : depuis 2014, plus de 10.000 candidats réfugiés ont perdu la vie en mer en tentant de rejoindre l'Europe.

En 2014, on a dénombré 3.500 morts ; l'an dernier 3.771. Et selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), cette année 2016 s'annonce déjà comme la plus meurtrière. La traversée a en effet coûté la vie à 2.809 personnes depuis le début de l'année, à comparer aux 1.838 morts durant le 1er semestre 2015. Du début 2016 au 5 juin, estime encore l'OIM, on dénombre 206.400 réfugiés arrivés en Europe par la mer, via la Grèce, Chypre et l'Espagne.

Quant à la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, elle estime que les 450.000 personnes déplacées et réfugiées à l'intérieur de la Libye sont autant de candidats potentiels à la migration vers l'Europe en raison du chaos qui y règne.

Cause probable de ce nouveau flux de réfugiés ayant choisi la traversée par la mer ?

Le honteux accord entre l'Union européenne et la Turquie, entré en vigueur le 4 avril dernier, qui aurait incité les réfugiés syriens à prendre la route vers l'Italie depuis les

côtes africaines.

Dès la signature de cet accord qui prévoit de renvoyer les réfugiés arrivant en Grèce vers la Turquie contre une aide de trois milliards d'euros, les associations humanitaires et de défense des droits de l'homme se sont violemment insurgées en invoquant plusieurs raisons. Tout d'abord, le fait de déporter des masses de population sans avoir étudié leurs demandes d'asile est illégal. De plus, les acteurs de terrain ne considèrent pas la Turquie comme un pays sûr et Amnesty International a révélé récemment que ce pays renvoyait chaque jour, depuis mi-janvier, une centaine de réfugiés syriens vers leur pays d'origine dont on sait à quel point il est « sûr ».

Donc, puisque la route des Balkans leur a été fermée, les réfugiés en réactivent d'autres. Ainsi que l'explique François Gemenne, chercheur en Sciences politiques à Sciences Po et à l'université de Liège, spécialiste des flux et des politiques migratoires... « L'histoire nous montre que dès qu'on ferme une route migratoire, une autre route s'ouvre ou est réactivée. Logiquement, une partie de migrants, qui ne viennent pas nécessairement de Syrie, mais qui peuvent venir du Pakistan, d'Erythrée, d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, vont essayer de passer par la route libyenne, plutôt que par la Turquie. ».

Et pendant ce temps, c'est la chasse aux passeurs qui a la cote en Europe... Nous ne nions pas que ceux-ci font leurs choux gras de « la misère du monde », mais cette misère ce n'est pas eux qui l'ont créée. Ce sont nos gouvernements qui en sont responsables, ce sont eux qui ont déstabilisé l'Irak, l'Afghanistan, la Lybie et, enfin, la Syrie en refusant d'aider en son temps la révolte populaire qui se faisait massacrer par les forces de Bachar el Assad. Ce sont eux qui ont fait en sorte que des centaines de milliers de personnes risquent leur vie tous les jours en ayant conscience des périls qui les attendent pour échapper à la guerre, à la persécution sur base ethnique ou religieuse, à la misère tout simplement.

En fait, ce que voudraient un certain nombre d'États européens, c'est ne plus être confrontés à cette misère qu'ils ne veulent pas voir, parce que s'ils ne la voient pas, elle n'existe forcément pas.

Pour en revenir à la déstabilisation de l'Irak, Tony Blair, l'ex-premier ministre britannique qui fut le principal allié de Georges W. Bush au moment de l'invasion du pays en 2003 a fini par admettre ses erreurs et à passer aux aveux... « Je présente des excuses pour le fait que le renseignement était faux. Je présente également des excuses, au passage, pour certaines erreurs de planification et, certainement, pour notre erreur dans la compréhension de ce qui arriverait une fois que nous aurions renversé le régime ». On ne saurait mieux dire.

Plus que tout autre pays, la Grande-Bretagne devrait dès lors faire preuve de solidarité avec les réfugiés qui lui demandent asile. C'est pourtant tout le contraire qui se passe. La question des réfugiés a en effet été un des enjeux majeurs de la campagne du Brexit et une des raisons principales de la victoire de ses partisans. Déjà en 2015, lors des discussions sur les quotas, Theresa May, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement Cameron, était montée au créneau en déclarant que « les migrants qui tentent de gagner l'Union européenne en traversant la Méditerranée devraient être renvoyés », marquant ainsi son total désaccord avec Federica Mogherini qui soutenait quant à elle qu'« aucun migrant ou réfugié intercepté en mer ne devrait être renvoyé contre son gré ». Et d'en rajouter une couche en arguant que... « Une telle approche ne pourrait qu'encourager plus de gens à risquer leur vie » ! Quel souci de la vie humaine, cette Theresa May, nouvelle Première ministre britannique...

Theo Francken, notre ministre à l'Asile et à la Migration, aimerait lui aussi voir les réfugiés disparaître de notre horizon... Ainsi, dans une lettre qu'il avait adressée il y a quelques mois aux 9469 candidats réfugiés irakiens arrivés en

Belgique en 2015, il les encourageait à rentrer en Irak en leur expliquant que leur pays n'était pas aussi instable qu'on voulait bien le dire, et leur offrait une prime de 500 euros comme cadeau d'adieu.

Pas si instable l'Irak ? Rien qu'en avril et en juillet de cette année des attentats suicides, ont fait des centaines de morts, essentiellement des civils, à Bagdad. Mais Theo Francken est bien trop occupé à écrire des lettres que pour lire la presse et s'intéresser à ces futilités...

Tensions avec la Turquie.

Après le coup d'État manqué en Turquie, et alors que les relations avec l'Union européenne se sont passablement dégradées, voici venue l'heure du chantage... Erdogan hausse en effet le ton en affirmant que l'Europe n'a pas rempli ses engagements et en la menaçant de dénoncer l'accord sur les réfugiés conclu en mars dernier... « Trois millions de Syriens ou d'Irakiens se trouvent à l'heure actuelle sur le territoire de la Turquie, que fera l'Europe si nous laissons ces gens venir chez elle ? »...

Prise de panique, l'Union européenne a immédiatement réagi en affirmant, par la voix de son porte-parole Margaritis Schinas, que l'UE avait bien tenu ses engagements et en annonçant que la Commission s'apprêtait déjà à débloquer 2,1 milliards d'euros pour améliorer la vie dans les camps des réfugiés, et que l'ensemble de la somme prévue serait versée dans les délais prévus. Tout plutôt que de voir la frontière turque s'ouvrir à nouveau...

C'est une évidence. L'Union européenne et ses États membres ne veulent à aucun prix couper les ponts avec Ankara. Et même si Erdogan orchestre une répression sans précédent avec la purge de près de 100.000 personnes et 15.000 arrestations, les capitales européennes considèrent qu'il n'a pas « commis l'irréparable », soulignant qu'il bénéficie du soutien d'une majorité de son peuple et que l'opposition est même prête à

lui accorder le régime présidentiel dont il rêve.

Comment voudrait-on qu'il en soit autrement dans le climat quasi dictatorial qui est en train de s'instaurer en Turquie où chaque opposant risque d'être arrêté pour la moindre parole critique ? Mais l'Europe a ses mauvaises raisons que la raison « se doit » d'ignorer...

Tout ceci méritait bien un dossier. C'est ce que nous vous proposons dans les pages qui suivent.

[Elie Wiesel : the dark side of the mensh](#)

Ces lignes un peu énigmatiques de l'historien Pierre Vidal-Naquet rédigées en 1992 [[1](#)] me serviront à introduire quelques modestes réflexions sur l'héritage d'Elie Wiesel, survivant d'Auschwitz-Birkenau, des marches de la mort et de Buchenwald, décédé ce 2 juillet 2016 après être devenu, comme l'écrivait de son vivant le quotidien Libération, « *ce notable métaphysique recru de reconnaissance et épuisé d'honneurs (...), ce talisman terriblement humain que les puissants veulent à leurs côtés quand ils s'affrontent à la commémoration des massacres de l'histoire* » [[2](#)].

Il y a d'abord la force d'un témoignage dont la première version prit forme, après dix ans de silence volontaire, sous le titre yiddish *Un di Velt Hot Gesvign* (Et le monde se taisait) avant sa publication française, *La Nuit*. Dans les années 1950, les témoignages des rescapés du judéocide ne rencontraient pas encore de succès en librairie : la première édition sera limitée à 3000 exemplaires, alors qu'aujourd'hui l'ouvrage a trouvé des millions de lecteurs dans plus de 30

langues. Ce silence du monde avant, pendant et peu après Auschwitz, Elie Wiesel n'a eu de cesse de le dénoncer avant même de devenir le dépositaire de la terrible confirmation apportée par son ami Jimmy Carter qui lui montra en 1979 les photos prises fin 1942 par les avions militaires américains survolant Auschwitz : les dirigeants alliés « savaient », mais n'ont jamais pris la décision politique d'agir contre la machine de mort nazie, par exemple en bombardant les lignes de chemin de fer conduisant aux camps d'extermination.

Silence politique, silence divin aussi. Issu d'un milieu religieux, Elie Wiesel écrivait dans *La Nuit* à propos de la célébration de Rosh Hashana par ses codétenus en 1944 : « *Béni soit le nom de l'Eternel ? Pourquoi, mais pourquoi Le bénirais-je ? Toutes mes fibres se révoltaient. Parce qu'Il avait fait brûler des milliers d'enfants dans les fosses ? Parce qu'Il faisait fonctionner six crématoires jour et nuit, les jours de Sabbat et les jours de fête ? Parce que dans Sa grande puissance, Il avait créé Auschwitz, Birkenau, Buna, et tant d'usines de mort ? Comment Lui dirais-je : Béni sois-Tu, l'Eternel, Maître de l'Univers, qui nous a élus parmi les peuples pour être torturés jour et nuit, pour voir nos pères, nos mères, nos frères finir au crématoire ? (...) Autrefois, le jour du Nouvel An dominait ma vie. Je savais que mes péchés attristaient l'Eternel, j'implorais Son pardon. Autrefois, je croyais profondément que d'un seul de mes gestes, d'une seule de mes prières dépendait le salut du monde. Aujourd'hui, je n'implorais plus. Je n'étais plus capable de gémir. Je me sentais, au contraire, très fort. J'étais l'accusateur. Et l'accusé : Dieu. Mes yeux s'étaient ouverts et j'étais seul, terriblement seul dans le monde sans Dieu, sans hommes ».*

Ce n'est plus en Dieu mais en Hitler que le jeune déporté Elie Wiesel en arrive à croire : lui a tenu ses promesses, toutes ses promesses aux Juifs.

Ces considérations, proches de celles de l'incroyant Primo Levi mais formulées de l'intérieur de la foi, donnent à penser

que La Nuit contient le cri d'effroi d'un peuple trahi dans son Alliance avec la divinité. Et le lecteur de gauche d'imaginer de nouvelles alliances, humaines celles-là, que pourrait contracter le peuple juif, par exemple avec les autres victimes de la barbarie raciste.

Mais malgré son aura de « messenger de l'humanité », comme l'a qualifié le comité Nobel en lui décernant le Prix Nobel de la Paix en 1986, en dépit des oraisons funèbres qui le dépeignent comme « l'une des grandes voix morales de notre temps, et à bien des égards, la conscience du monde » (Barack Obama le 3 juillet 2016), la trajectoire politique d'Elie Wiesel fut aussi celle du nationalisme juif dans sa version la plus étroite et hélas la plus banale, refusant d'associer la mémoire des Roms à celle des Juifs, ou militant jusqu'au bout pour la judaïsation (c'est-à-dire l'épuration ethnique) des quartiers palestiniens de Jérusalem.

Juifs et Tsiganes : ne pas dévaluer l'Holocauste

Sa stature mondiale de survivant et mémorialiste du judéocide a fait de d'Elie Wiesel une référence incontournable sur la barbarie nazie. Mais contrairement à d'autres personnalités juives comme le célèbre chasseur de nazis Simon Wiesenthal, et malgré ses prises de position contre les épurations ethniques en ex-Yougoslavie ou le génocide des Tutsis au Rwanda, Elie Wiesel a toujours proclamé le caractère « unique » de la Shoah au point de traiter par le mépris la question de la destruction des Tsiganes par les nazis.

L'essayiste et producteur Jean-Marc Turine (Le crime d'être Rom, Golias, 2005) évoque ce silence acharné de l'auteur de Et le monde se taisait : « *lorsque Simon Wiesenthal (...) écrivit en 1984 à Elie Wiesel, qui présidait alors l'Holocaust Memorial Council, afin de lui demander que les Roms soient représentés dans ce Conseil qui visait à perpétuer le souvenir de la Shoah, Wiesel refusa catégoriquement, lui répondant sans détour qu'il ne fallait pas dévaluer l'Holocauste. Ce à quoi*

Wiesenthal rétorqua qu'il ne fallait pas dévaluer le nazisme, car les Roms, au même titre que les Juifs, ont été victimes du racisme fanatique du régime hitlérien. (...) Malheureusement, cet épisode illustre le fait que certains responsables dans la communauté juive tentent de s'accaparer le statut de victimes uniques du génocide nazi, quitte à verser dans le négationnisme du génocide rom. En tronquant et en minimisant la réalité de l'entreprise de mort que constituaient les camps d'extermination, certains mettent ainsi à mal les efforts d'autres intellectuels juifs qui, conscients de la capacité de leur communauté à imposer au monde la mémoire de la Shoah, sont les avocats parmi les plus dévoués à la mémoire du génocide rom. (...) Je pense que la non-reconnaissance du génocide subi par les Roms conditionne le fait qu'il soit admis qu'aujourd'hui, cette communauté de 12 à 15 millions de personnes soit traitée d'une manière aussi violemment discriminatoire. Je ne pense pas que tout cela eût été possible si la communauté rom avait bénéficié d'un statut clair et officiellement admis de victime du génocide. Et cette dynamique dangereuse risque bien de mener à la catastrophe d'ici peu » . [3]

Lorsque le 24 janvier 2005 les Nations Unies organisèrent à l'occasion du soixantième anniversaire de la libération des camps une session spéciale de l'Assemblée Générale pour commémorer l'Holocauste, Elie Wiesel était le seul orateur s'exprimant au nom des victimes. Le Secrétaire Général Koffi Annan a « évoqué la mémoire des autres victimes du nazisme – les Tziganes, les Slaves, les handicapés, les Témoins de Jéhovah, les homosexuels, les opposants politiques ou encore les artistes – mais a souligné le caractère unique de la tragédie du peuple juif ». Elie Wiesel pour sa part a évidemment parlé de la destruction des Juifs, et un peu du Cambodge, du Rwanda et du Darfour, mais pas un mot pour les Roms dans son exposé qu'il concluait par la question « le monde n'apprendra-t-il jamais ce qui s'est passé à Auschwitz et dans les autres camps de la mort ? [4] »

Le refus d'Elie Wiesel de voir figurer les Roms aux côtés des Juifs parmi les victimes du racisme biologique du régime nazi est rapporté dans le très beau chapitre « Juifs et Tsiganes » des mémoires de Simon Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance* (Laffont, 1989) qui se termine par une phrase qu'Elie Wiesel n'a jamais été capable d'écrire : « *Certaines interprétations modernes du concept de 'nation' affirment que l'un de ses principaux critères est la 'communauté de destin' : en ce sens, je me sens lié à tous les Tsiganes qui ont souffert à Auschwitz* » [5]

Le châle de prière pour dissimuler un nettoyage ethnique

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, Elie Wiesel noua des liens qui ne cesseront de se renforcer avec le mouvement sioniste. En 1948, il couvrait la guerre israélo-arabe pour le magazine juif français L'Arche. Il fut alors tenté de rejoindre la milice armée clandestine Irgoun, mais décida de défendre ses idées par la plume et devint le correspondant parisien du quotidien israélien de droite Yediot Aharonot. Depuis, comme l'écrit la correspondante de Regards en Israël, « *le soutien affiché par Elie Wiesel à Israël est demeuré indéfectible* » [6]. Au point que selon Yoel Rappel, chercheur israélien en charge des archives Elie Wiesel, tous les revenus tirés de ses travaux sur le judéocide devaient faire l'objet d'une donation à l'Etat d'Israël.

En 2007 et en 2014, les dirigeants israéliens lui proposèrent de devenir Président de l'Etat, ce qu'il refusa, préférant une fois encore conserver son statut d'écrivain. Mais il accepta une autre fonction politique : en 2014, Elie Wiesel est nommé Président d'Elad, une organisation de colons extrémistes à la pointe de la « judaïsation » du quartier palestinien de Silwan (Jérusalem-Est) dont le projet, en phase avec ceux du gouvernement israélien, est de créer un parc d'attraction à thèmes bibliques en expulsant ses habitants palestiniens pour « *rendre Jérusalem aux Juifs* ».

Il s'agissait de la part d'Elie Wiesel d'un choix assumé [7] Le positionnement d'Elie Wiesel en faveur d'une Jérusalem juive remonte pourtant au moins à 2001 et rien ne permet de douter de sa pleine conscience de ce que cela impliquait en terme de soutien aux colons. , qui découlait de son point de vue ultra-nationaliste sur Jérusalem. Alors qu'il a toujours affirmé ne pas vouloir intervenir dans les « débats intérieurs » à l'Etat d'Israël, Elie Wiesel a une fois, et une fois seulement, émis une vive critique à l'égard du gouvernement israélien : c'était en 2001 quand le Premier Ministre travailliste Ehud Barak faisait mine d'être prêt à discuter avec la délégation palestinienne du statut de Jérusalem. Elie Wiesel s'est alors fendu d'une tribune publiée dans la presse internationale [8] dans laquelle il expliquait que la ville « se situe à un niveau plus haut que la politique » parce qu'elle est « 600 fois mentionnée dans la Bible » alors que « son nom ne figure pas dans le Coran », s'inquiétait d'apprendre que « le Mont du Temple, sous lequel se trouvent les vestiges du temple de Salomon et de celui d'Hérode, appartiendrait désormais au nouvel Etat palestinien » et posait la question : « donner la Vieille Ville de Jérusalem à Arafat et à ses terroristes, n'est-ce pas les rassurer dans leur voie et, à la limite, les récompenser ? » Et le mémorialiste de la Shoah de peser de tout son poids symbolique pour se référer... aux accords de Munich : « La paix est la plus noble des aspirations ; elle mérite qu'on lui sacrifie ce qui nous est le plus précieux. Je le veux bien. Ce précepte semble sage et généreux. Mais est-il applicable à toutes les situations ? Peut-on dire 'La paix à n'importe quel prix', toujours ? L'accord infâme de Munich n'était-il pas motivé chez les Anglais et les Français par un désir naïf de sauver la paix du monde ? Si céder des territoires semblerait, dans certaines conditions, concevable car politiquement pragmatique sinon impératif, peut-on en dire autant d'un plan qui entraînerait le renoncement à l'Histoire ou sa mutilation ? »

On pourrait ironiser ainsi : lorsque le Prix Nobel de la Paix Elie Wiesel a osé critiquer un gouvernement israélien, la force de ses idées humanistes et de son recours rationnel à l'Histoire ont pu l'emporter... puisqu'Ehud Barak a ensuite renoncé à ses généreuses concessions et que la Vieille Ville de Jérusalem est aujourd'hui plus juive que jamais !

Un peu plus tard, le 5 novembre 2004, soit 6 jours avant la mort de Yasser Arafat (lui aussi Prix Nobel de la Paix...), Elie Wiesel se réjouissait déjà de sa disparition annoncée : « *Avec la sortie de Yasser Arafat disparaît le plus grand obstacle à la paix entre Israël et les Palestiniens. Sa disparition marque le début d'une nouvelle ère d'espérance au Proche-Orient* ». [9]

Rien de tout cela ne semble avoir terni l'image de celui que François Hollande a salué ce 3 juillet 2016 comme « *un grand humaniste, inlassable défenseur de la paix* » ...

A travers cet engagement aux côtés de l'extrême-droite religieuse israélienne, Elie Wiesel est l'exemple par excellence du courant dominant de l'opinion juive qui reformule en termes nationalistes l'alliance entre le peuple et son Dieu, cette alliance-même que le jeune Eliezer Wiesel, dans la nuit des camps nazis, pensait voir rompue. C'est en tout cas ce que je comprends en lisant les mots très durs de l'ancien Ministre israélien Yossi Sarid (Meretz) publiés en 2014 dans le quotidien Ha'aretz : « *Voici un homme dont on attend qu'il manifeste une sensibilité particulière aux souffrances d'autrui, et ce où qu'il se trouve, aussi bien dans la ville roumaine de Sighetu Marmatiei, dont il est originaire, que dans le quartier de Silwan à Jérusalem. (...) Elie Wiesel se déclare en dehors de la vie politique israélienne. Chaque fois qu'on lui a demandé de réagir à quelque injustice autour de nous qui rappellerait quelque autre injustice lointaine, il a éludé. Alors maintenant le voir lui, entre tous les hommes, pénétrant violemment dans une maison [palestinienne] puis une autre, des maisons acquises*

par des transactions douteuses, qu'on peut faire évacuer dans la nuit avant que les draps et le café aient refroidi ? Lui, entre tous, brandissant le châle de prière pour dissimuler un nettoyage ethnique ? De toutes les organisations d'Israël, il a choisi Elad, la plus controversée, un mouvement sans vérité, sans grâce, sans compassion. (...) Elie Wiesel est un homme immensément respecté, par les Juifs et par les nations non-juives, parce que ce survivant est devenu un témoin et un passeur pour toutes les victimes de l'Holocauste. M. Wiesel, pourquoi ne rendez-vous pas un peu de ce respect ? » [10]

Notes

[1] Pierre VIDAL-NAQUET, "Qui sont les assassins de la mémoire ?", in Les Juifs, la mémoire et le présent, tome III, Réflexions sur le génocide, La Découverte, 1995.

[2] Luc LE VAILLANT, "Elie Wiesel : un sacré coeur", Libération, 21/12/2011.

[3] Jean-Marc TURINE, "La mémoire 'trouée' d'un crime de masse", propos recueillis par Julien Vlassenbroeck, in Libertés, périodique d'Amnesty International (Belgique francophone), avril 2005.

[4] Communiqué de presse des Nations Unies, 24 janvier 2005, AG/10330.

[5] Ce chapitre est disponible en ligne sur le blog "fleur de corail, passion gitane" : fleurdecorailpassiongitane.blogspot.be/2009/02/10-le-credo-de-simon-wiesenthal.html .

[6] Nathalie HAMOU, "Elie Wiesel, pas tout à fait prophète en son pays", Regards, 5 juillet 2016. Le titre de cet article fait écho aux Israéliens de gauche qui critiquent Elie Wiesel, mais contient un beau lapsus : "son pays" pour désigner Israël. Né en Roumanie, déporté en Pologne et en Allemagne,

Elie Wiesel a vécu en France comme apatride avant d'obtenir la nationalité américaine.

[7] Selon Ouri Wesoly, toujours dans Regards, "il semble évident que la bonne foi du Prix Nobel de la Paix a été abusée par des gens sans scrupules. Car l'autre terme de l'alternative serait qu'Elie Wiesel est partisan de la colonisation. Comment le croire ?" (Ouri WESOLY, "Elie Wiesel soutient-il les colons israéliens ?", Regards, 24/10/2014).

[8] Elie WIESEL, "Jérusalem : il est urgent d'attendre", Le Monde, 18/01/2001. Lire à ce propos et sur la récurrence de Jérusalem dans les interventions politiques d'Elie Wiesel : Alain GRESH, "Elie Wiesel l'imposteur et Jérusalem", Les blogs du "Diplo", Nouvelles d'Orient, 18/04/2010.

[9] Le Monde, 06/11/2004.

[10] Yossi SARID, "Elie Wiesel, l'ami des colons israéliens", tribune publiée dans Ha'aretz et traduite en français par le Courrier international, 22/10/2014.